

FONDS COMMUN DES PRODUITS DE BASE

Adresse postale:

Postbus 74656
1070 BR Amsterdam
Pays Bas

Stadhouderskade 55
1072 AB Amsterdam

E-mail: Caleb.Dengu@common-fund.org
Internet: www.common-fund.org

Téléphone: (31 20) 575 4971
Telefax: (31 20) 676 0231



Forum sur le financement de l'Agriculture en Afrique

Libreville, Gabon

**Discours de M. Caleb DENGU, Directeur des Projets, Fonds Commun des Produits de Base,
18 novembre 2008**

Les points de vue exprimés dans ce document ne correspondent pas nécessairement aux points de vue du Fonds Communs des Produits de Base. Par conséquent, ils sont strictement attribués à l'auteur.

**Excellences Messieurs les Ministres,
Excellence Monsieur le Président de l'OIAC,
Excellence Monsieur le Secrétaire Général de l'OIAC
Distingués invités**

Mesdames et Messieurs

Avant de m'atteler à mes occupations de la journée, permettez moi de vous faire un bref historique du Fonds Commun des Produits de Base. Comme vous le savez tous, les activités du FCPB ont débuté en 1991 après la ratification de l'Accord du FCPB par tous les pays. Le Fonds Commun des Produits de Base est une institution financière intergouvernementale mise en place dans le cadre des Nations Unies avec pour mission de financer les pays en Développement dépendant des Produits de Base dans leurs efforts d'améliorer et de diversifier la production et la commercialisation de leurs produits de base. Ce qui augmenterait leurs rémunérations sur l'exportation ainsi que leurs revenus réels. C'est la seule institution financière dans le monde qui s'occupe exclusivement des produits de base. Actuellement, il ya 107 pays membres du FCPB y compris le Gabon, pays hôte, ainsi que les institutions membres telles que l'Union Africaine, la COMESA, la Communauté de l'Afrique Orientale, la CEEAO, SADC et d'autres institutions non africaines telle que la Communauté Européenne.

La mission du FCPB est d'identifier les principales causes du sous développement des pays dépendant des produits de base à savoir les problèmes de capacité d'approvisionnement, la difficulté à participer efficacement aux chaînes de production, l'absence de diversification de leur production et de leur base d'exportation.. Il envisage des reformes structurelles, et de permettre à ces pays et à leurs populations d'obtenir une rémunération optimale à travers les opportunités que leur offre l'environnement économique mondial en pleine mutation.

Le Fonds Commun des Produits de Base a mis en oeuvre son troisième Plan Quinquennal qui vise non seulement la réduction de la pauvreté mais également à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Plus concrètement, les principaux objectifs du FCPB dans son Troisième Plan Quinquennal sont:

- le renforcement de l'accès aux marchés et la fiabilité du système d'approvisionnement des produits de base et des produits transformés,
- la mise en place des mécanismes de gestion des cours et des risques;
- le développement du traitement des produits de base dans les pays en voie de Développement dans le but de promouvoir leur industrialisation et d'améliorer leurs rémunérations en augmentant les chaînes de valeur tels que le traitement, le conditionnement pour les marchés de consommation...
- Amélioration de la concurrence des produits de base et des coûts bénéfiques de production;
- amélioration de la chaîne commerciale regroupant les services financiers, l'emmagasiner, la distribution et les systèmes de transport;

- amélioration des structures de marché dans le domaine des produits exportés vers les pays en voie de Développement, et l'identification des échecs du marché;
- augmentation des effets de production améliorée, des techniques d'usinage et de transformation, de commercialisation en les affectant au plus grand nombre de bénéficiaires possibles;
- élargissement de la gamme de produits exportables ainsi que leurs chaînes respectives;
- encouragement de la responsabilité sociale des compagnies nationales et multinationales engagées dans la caféiculture; et
- la prise en compte des produits de base dans le développement économique et les soucis des producteurs.

Le FCPB finance les projets qui visent la réduction du déséquilibre économique entre Pays Développés et Pays en voie de Développement. Ces projets pourraient jouer un rôle important dans l'efficacité des chaînes de production et dans la diversification de la production de la commercialisation. Nous envisageons aussi d'améliorer la qualité et la productivité de façon durable, ainsi que les conditions préalables dans la commercialisation des produits de base. Le FCPB finance les projets sous forme de subvention et de crédit, ou des deux. Pour plus d'informations sur le rôle et le fonctionnement du Fond Commun des Produits de Base, vous êtes priés de bien vouloir consulter notre site Internet: www.common-fund.org.

Le thème du jour est 'Le financement de l'Agriculture en Afrique'. La question que nous devons nous poser est de savoir qu'est ce qui rend un secteur attractif? Pour répondre à cette question, nous dirons rentabilité, emploi, accès aux capitaux, accès aux compétences et à la technologie et infrastructures adéquates. La situation de l'agriculture en général et le financement de l'agriculture en particulier sont décevants. Il est bien clair qu'il y a un manque de leadership ou alors que le leadership n'est pas efficace pour mener une révolution agricole ceci pour plusieurs raisons.

Le secteur agricole est fragmenté à tel point qu'il est paralysé. Si nous prenons l'exemple du café auquel nous sommes tous habitués, la caféiculture est sous la tutelle du Ministère du Commerce, les recherches sur le café sont placées sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, le financement est effectué par des banques privées, la Caisse Café est responsable de la régulation de l'industrie caféière et les commerçants font ce que bon leur semble. Les Institutions Financières Internationales telles la Banque Mondiale fixent leurs propres conditions souvent via le Ministère des Finances. Dans ce contexte, il est difficile d'avoir un Plan de Développement de Café cohérent, et là où il existe, il manque de mécanisme pour mettre en œuvre ce plan.

Je vous donne un exemple. Si vous apportez un kit complet (le corps, le moteur, l'axel, les roues...) pour une voiture, avez-vous une voiture? Non vous n'en avez pas. Ce n'est une voiture que lorsque vous partez du point A pour le point B. Comment se fait il que le Ministère du Commerce détienne le corps, le Ministère de l'Agriculture le moteur et les banques privées l'axel etc.? Ces institutions ne se communiquent pas, mais travaillent plutôt chacune dans son secteur. Quel que soit le travail investi, vous n'aurez de voiture que si vous réunissez toutes les pièces du kit. Ce que je veux faire savoir c'est que l'on ne peut tirer profit que si toutes les parties impliquées dans la chaîne de production sont réunies. Nous faisons allusion à la gestion et au rôle

de leadership. Donc on a besoin des banques de développement pour financer les équipements et les infrastructures, les banques agricoles pour financer les plantations, les banques commerciales pour financer les fonds de roulement, les banques d'affaires pour financer le commerce et enfin les banques internationales pour fournir les lignes de crédit. En Afrique, nous devons conceptualiser un secteur financier qui convienne avec nos exigences agricoles si nous avons un avantage concurrentiel, car la terre ne coûte pas cher.

Il est important que nous réfléchissions sur la crise financière mondiale et les conséquences éventuelles dans les pays en voie de Développement. Les africains ne devraient plus rester en stand-by pendant les réformes entreprises par les institutions financières internationales. La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ont été mis en place pour reconstruire l'Europe après la guerre. Il est à présent difficile de changer cette donne pour satisfaire les exigences des pays africains. Maintenant qu'une importante restructuration est en cours, nous n'avons pas pu mettre en place un groupe de réflexion pour plaider en faveur de nos intérêts. D'aucuns estiment que l'aide et l'assistance vont diminuer parce que la presse a donné l'impression que c'était des financements. Si nous prenons l'exemple du café, 6 millions de dollar américain sont alloués aux producteurs de café chaque année. Si le prix du café augmente de 10 %, cela voudrait dire que les pays consommateurs vont payer 600 millions de dollar américain de plus. Cependant, s'ils honorent le paiement de ce qu'ils appellent aide de l'ordre de 50 millions de dollar américain aux producteurs de café, ils maintiendront l'approvisionnement, et par conséquent stabiliseront le cours et auront fait 550 millions d'épargne pour leurs sociétés ou consommateurs. Nous ne devons en aucun cas nous excuser de solliciter l'assistance dans le domaine de la production.

Recommandations

1. Préparation des Plans de Développement qui sont l'œuvre de tous les actionnaires et non les autorités du Ministère ou des bailleurs de fonds, et l'engagement à la mise en œuvre.
2. Mettre en place des groupes de réflexion composés de chercheurs, des spécialistes en agriculture, les autorités supérieures, les académiciens, les opérateurs économiques et les banquiers. La vie est très importante pour la laisser entièrement entre les mains des politiciens.
3. Elaborer les mesures incitatives aussi bien en liquidité qu'en terme d'impôts au bénéfice du secteur agricole. L'agriculture exige un ensemble de stimulus.
4. Intégrer le secteur pour que chaque institution sache son rôle et que les activités soient clairement synchronisées.
5. Ne pas oublier les paysans. Il faut aussi mentionner que la capacité intellectuelle dans le secteur agricole a chuté. J'ai pris part à plusieurs réunions agricoles sans pourtant voir les paysans.